

RENDU EXECUTOIRE LE

- 5 JUIN 2024

DEPARTEMENT DE LA VIENNE



ARRETE N° 2024-A-DGAFJL-016

en date du

04 JUIN 2024

portant déport

de Monsieur Alain PICHON

Président du Conseil Départemental

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L. 2131-11,

VU la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et notamment son article 2,

VU le décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et notamment son article 6,

VU la délibération du Conseil Départemental du 1^{er} juillet 2021 relative à l'élection du Président du Conseil Départemental,

VU l'arrêté n° 2022-A-DGAFMN-058 en date du 4 août 2022 portant déport de Monsieur Alain PICHON, Président du Conseil Départemental,

ARRETE

ARTICLE 1 :

Monsieur Alain PICHON, en sa qualité de Président du Conseil Départemental, n'exerce aucune compétence et ne pourra prendre part à aucun débat, aucune décision ou aucune délibération, qu'il s'agisse de sa préparation, de son instruction par les agents départementaux, de sa présentation ou de son vote, concernant toute affaire relative à :

- l'association du Fonds de Solidarité pour le Logement de la Vienne (FSL 86),
- l'association Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement de la Vienne (CAUE 86),
- l'association SOLIHA Vienne,
- la Fondation Prospective et Innovation.

ARTICLE 2 :

Lorsqu'une décision concernant l'un des organismes mentionnés à l'article 1 est soumise au vote du Conseil Départemental ou de sa Commission Permanente, Monsieur Alain PICHON s'abstient d'exercer ses compétences ; il ne peut donner aucune instruction aux autres membres du Conseil Départemental. Il sera alors remplacé dans ses fonctions par Madame Valérie DAUGE, Première Vice-Présidente du Conseil Départemental.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté prend effet à compter de sa date de publication.

Il abroge l'arrêté n° 2022-A-DGAFMN-058 en date du 4 août 2022 portant déport de Monsieur Alain PICHON, Président du Conseil Départemental.

ARTICLE 4 :

Le Directeur Général des Services Départementaux est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet du Département lavienne86.fr, transmis au Représentant de l'Etat dans le Département, notifié à l'intéressé et à la Haute Autorité pour la Transparence de la Vie Publique.

ARTICLE 5 :

Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être déposé auprès du Tribunal Administratif de Poitiers (par voie postale à l'adresse suivante : 15, rue de Blossac - BP 541 - 86020 POITIERS CEDEX ; ou par voie dématérialisée via l'application «Téléreours citoyens » sur le site www.telerecours.fr) dans un délai franc de deux mois à compter de la réception de la réponse de l'administration au recours gracieux, ou à l'expiration d'un délai franc de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux par l'administration, en l'absence de réponse de sa part.

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un délai franc de deux mois à compter de sa date exécutoire, auprès du Tribunal Administratif de Poitiers.

Fait à Poitiers, le **04 JUIN 2024**

Pour le Président du Conseil Départemental
et par délégation,



Le Président Délégué
Guillaume de RUSSÉ